



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 3000

[Texte de la question](#)

POLITIQUE SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Arnaud Robinet, pour le groupe Les Républicains.

M. Arnaud Robinet. Madame la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, il n'est pas si loin le temps de la gauche qui voulait changer la vie en promettant monts et merveilles, qui fut symbolisé entre autres par votre lointain prédécesseur, Nicole Questiaux, ministre des affaires sociales de François Mitterrand, qui déclarait qu'elle ne serait jamais « la ministre des comptes ».

Trente-trois ans plus tard, à cette gauche dépensière s'ajoute la gauche pseudo-gestionnaire, qui gouverne à la petite semaine un modèle social à bout de souffle.

Les inégalités d'accès aux soins persistent ? Vous promettez la complémentaire santé pour tous, mais vous annoncez que ce ne sera pas avant 2017 ! Les trente-cinq heures asphyxient les hôpitaux publics parisiens ? Vous ordonnez à leur directeur de reculer devant les syndicats. On prévoit un déficit des retraites de 15 milliards d'euros en 2020 ? Vous dégainez des prévisions illusoire, basées sur une croissance de 2 % ! On annonce la faillite de la retraite complémentaire du secteur privé ? Vous vous défaussez sur les partenaires sociaux. Madame la ministre, vous ressemblez de plus en plus à ce bon docteur Queuille, qui avait pour devise : « Il est urgent de ne rien faire. »

Mme Marie-Christine Dalloz. Très juste !

M. Arnaud Robinet. Dans le désert de mauvaises nouvelles qui caractérise votre gouvernement, vous cherchez la moindre oasis de résultats positifs. Tout dernièrement, vous avez été jusqu'à vous réjouir du déficit de la Sécurité sociale dont le montant avoisine les 10 milliards d'euros. Pourtant, il n'y a pas de quoi pavoiser : la situation des deux branches s'aggrave, les déficits de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse continuent de se creuser, avec des pertes atteignant respectivement 600 et 700 millions d'euros par rapport à vos perspectives. Évidemment, vous pouvez encore et encore augmenter les cotisations retraite, vous pouvez tirer hypocritement parti des résultats de la réforme des retraites de 2010, voulue par Nicolas Sarkozy et portée par François Fillon et Éric Woerth, vous pouvez taxer toujours plus les industries de santé.

Une succession de non-réformes, de dérobades et de 49-3 ne fait pas une politique ! Alors, madame la ministre, quand comptez-vous enfin relever le défi du modèle social français avec l'ensemble des parties prenantes ? Devant un tel risque de faillite du système, c'est une question non plus de droite ou de gauche, mais de réalisme ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Mme Marisol Touraine, *ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes*. Monsieur le député, à dire vrai, je ne sais plus très bien par quel bout prendre votre question (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*), parce que vous venez de me présenter la faillite qui a été celle de votre gouvernement. Vous trouvez que le Gouvernement, en ayant ramené le déficit de la Sécurité sociale à 10 milliards d'euros en trois ans, serait dans une situation difficile, alors que, vous, vous aviez laissé ce déficit à 25 milliards d'euros. Mais alors comment qualifiez-vous votre propre résultat ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*) Vous considérez que nous ne portons pas le modèle social français, alors que vous avez laissé s'installer les déserts médicaux (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*), que vous avez multiplié les franchises et les remboursements et que vous avez laissé se creuser les inégalités en matière de santé. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Et puisqu'il est question de santé, nous prenons à bras-le-corps cette situation en faisant en sorte que des médecins s'installent dans les territoires en difficultés : dix nouveaux médecins se sont installés dans votre département, monsieur Robinet, alors qu'il n'y en avait pas. Nous faisons en sorte que les hôpitaux soient confortés dans leur mission au quotidien, en rétablissant le service public hospitalier. Nous faisons en sorte que les inégalités de santé disparaissent, en permettant notamment la mise en place du tiers payant généralisé, alors que vous laissez des hommes et des femmes en difficulté renoncer à des soins.

Et, puisque vous évoquez également la situation des retraites, monsieur le député, vous qui avez défendu la loi présentée par le gouvernement que vous souteniez, je comprends que vous soyez mal à l'aise lorsque vous devez constater qu'en 2011 vous nous avez laissé un déficit de 6 milliards d'euros, que nous arrivons à l'équilibre et que nous pouvons dire à nos concitoyens que leurs retraites seront versées et que le système de retraite des Français est conforté dans la durée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Arnaud Robinet](#)

Circonscription : Marne (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3000

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Ministère attributaire : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 juin 2015](#)